

## Bensalah boudé par la rue et la classe politique



Le chef de l'état par intérim, Abdelkader Bensalah, ne fait pas l'unanimité. © Sofiane Zitari/ Libération.

**Pour tenter de “préparer” les conditions “d’une élection transparente”, la présidence de la République prévoit de tenir, lundi, une large consultation. Une centaine de personnalités, dont des “figures du mouvement populaire”, ont été conviées.**

Alors que l’Algérie gronde toujours et lui demande de partir, le chef de l’État par intérim, Abdelkader Bensalah, poursuit sa feuille de route. Jeudi, il a reçu des personnalités nationales avant de convier une centaine d’autres figures, y compris celles issues de l’opposition, pour une rencontre ce lundi.

Des partis de l’opposition ont déjà dit “non”. Jeudi dernier, la présidence de la République annonçait que le chef de l’État, Abdelkader Bensalah, étrangement aphone en cette période et laissant la place au chef de l’armée pour s’adresser aux Algériens, a rencontré l’avocat Miloud Brahim, l’ancien président de l’APN, Abdelaziz Ziari, et le président du front El-Moustakbal, Abdelaziz Belaïd. À l’exception de ce dernier qui, dans un communiqué diffusé par son parti, n’a insisté que sur la “transparence des élections”, les deux autres personnalités reçues ont évoqué l’impossibilité de tenir le scrutin présidentiel dans les délais annoncés. “Il est impossible de tenir des élections dans les délais annoncés.

J’ai dit à M. Bensalah qu’il faut, au minimum, repousser l’échéance”, a indiqué Miloud Brahim à la radio. Abdelaziz Ziari est allé plus loin. Il estime que “travailler dans le cadre de la Constitution, dans les conditions actuelles, est un non-sens”. “J’ai dit au chef de l’État qu’il faut une solution politique, puisque la crise est avant tout politique”, a indiqué l’ancien président de l’APN aux médias. Abdelaziz Ziari a même précisé que lors de ses

échanges avec Abdelkader Bensalah, il n'avait pas le sentiment que l'ancien président du Conseil de la nation avait l'intention de démissionner. "Il s'agrippe à la solution constitutionnelle", a-t-il précisé. Pour tenter de "préparer" les "conditions d'une élection transparente", la présidence de la République prévoit de tenir, lundi, une large consultation.

Une centaine de personnalités, dont des "figures du mouvement populaire", ont été conviées. Mais d'ores et déjà, des formations politiques ont indiqué qu'elles n'allaient pas se rendre à la rencontre qu'organiserait le pouvoir. C'est le cas du Mouvement de la société pour la paix (MSP), qui a publié, jeudi soir, un communiqué pour exprimer son refus de reconnaître les décisions venant d'Abdelkader Bensalah. "Nous avons bien reçu une invitation signée par le secrétaire général de la Présidence, Heba El-Okbi. Le parti affirme que cette rencontre est une atteinte à la volonté du peuple et ne fera qu'amplifier la crise", indique le MSP dans un communiqué.

Il est rejoint par le Front pour la justice et le développement (FJD) d'Abdallah Djaballah. Le parti islamiste a indiqué ne pas reconnaître ces consultations. Parmi les personnalités de la scène politique invitées, Mostefa Bouchachi a rendu public, jeudi soir, une vidéo où il rappelle son rejet de ce qui vient du pouvoir. Il a dit refuser de rencontrer Abdelkader Bensalah à qui il recommande de "démissionner" par dignité. Le célèbre avocat demande également aux Algériens de "poursuivre la mobilisation populaire" jusqu'à la chute du régime. Le président du RCD, Mohcine Belabbas, a, lui aussi, décliné l'invitation. Le président de l'Union des forces démocratiques et sociales (UFDS), Noureddine Bahbouh, a également considéré que ces "consultations sont une provocation" pour "le peuple qui a demandé la démission d'Abdelkader Bensalah". Ces refus, quasi unanimes de la classe politique de l'opposition, ne laissent presque plus de choix à Abdelkader Bensalah. L'homme est, en fait, face au refus des P/APC, des juges et désormais de la classe politique. Le chef de l'État risque de se trouver uniquement avec les anciennes figures du système. Il n'aura donc ni la tranquillité recherchée ni la légitimité pour tenir l'élection dans les délais annoncés par le pouvoir. Tiendra-t-il malgré tout ?

**Ali Boukhlef**